

## GRÈVE DES ÉTUDIANTS À MILA

## L'UGEA relance ses «100+1 revendications»

**Entouré de quelques membres du bureau national et des coordonnateurs de 11 wilayas de l'Est algérien, M. Kheladi Sofiane, secrétaire national de l'Union générale des étudiants algériens (UGEA), lance, à partir de Mila, sa fameuse plate-forme des «100+1 revendications des étudiants pour la réussite de tous à l'université».**

L'orateur a, dans une conférence de presse tenue à cet effet, brossé un tableau sombre de la situation de l'université algérienne, tout en condamnant la fuite en avant des pouvoirs publics, particulièrement la tutelle qui ferme tous les canaux de dialogue, faisant cavalier seul dans la mise en place d'un système, le LMD, dénonçant pourtant par tous, car inadaptable et inadapté à la conjoncture nationale pour de multiples raisons.

Pour ce responsable de l'organisation étudiante, toutes les réformes engagées ces dernières années, que ce soit sur le plan pédagogique ou des œuvres universitaires, ont connu un échec total et cela durera

tant que l'université continue de fonctionner d'une manière démagogique et populiste, faisant fi des règles les plus élémentaires d'une gestion rationnelle et scientifique. Pour preuves, les scandales et les malversations qui surviennent au niveau de toutes les directions des œuvres universitaires qui gèrent un budget de près de 5 000 milliards par an alors que la prise en charge des étudiants reste lamentablement catastrophique. Pour l'anecdote, poursuit le conférencier, nous avons proposé la réservation d'un pavillon à Serkadji pour les gestionnaires de ces directions tellement les va-et-vient entre ces deux pôles ne cessent

de s'amplifier au fil du temps. Et que dire du LMD qui, après quatre années de mise en branle, n'a donné aucun résultat, pis encore, personne n'est en mesure de présenter un quelconque bilan de cette expérience. Les étudiants sont pris en otage par un système qui leur délivre au bout de trois ans, un diplôme non reconnu puisque son équivalence est bac + 0 ! L'Etat débourse actuellement 2,2 millions de dinars par mois et par étudiant, pourquoi ne leur accorde-t-il pas un présalaire de 15 000 DA et n'opte pas pour la libération des œuvres universitaires au lieu d'accorder 1 million par jour et par bus à quelqu'un qui en possède 1 000 ou continuer

à fixer le tarif insensé de 1,20 DA pour un repas fictif qui n'arrange en fait que les affaires de certains trabandistes et autres affaiblis de tous bords ? Pour toutes ces raisons et pour beaucoup d'autres encore, l'UGEA, estime M. Kheladi, a décidé d'élaborer cette plate-forme revendicative de 100+1, appelée, bien sûr, à être débattue et enrichie par qui de droit. En attendant un éventuel signal de la part du ministère de tutelle, l'UGEA, selon ses responsables, a décidé de passer à l'action en appelant à une grève nationale des étudiants pour aujourd'hui, un message en quelque sorte pour dire halte au bricolage, avant de passer à d'autres actions. Kheladi, qui dénonce le flagrant régionalisme administratif constaté dans la gestion du secteur, attend et espère un signal fort de la part du premier magistrat du pays, avec lequel les organi-

sations étudiantes ont conclu, assure-t-il, un pacte lors du deuxième mandat et il est grand temps d'agir ! Quant aux revendications contenues dans la plate-forme de l'UGEA, elles vont d'«un cahier des charges qui doit définir les connaissances et les compétences que devra maîtriser tout diplômé», «la publication des critères et conditions retenus pour le choix des bénéficiaires des bourses à l'étranger», en passant par «dans l'immédiat, pour répondre à l'urgence sociale l'augmentation du montant des bourses», «la libération de la restauration au privé et coopératives des travailleurs selon un cahier des charges», «la liberté d'action syndicale sans répression» et enfin, «la mise en place de dispositifs d'aide à la réussite».

A. M'haimoud

## TIZI-OUZOU

3<sup>e</sup> séminaire de formation en droits de l'homme

**La Maison des droits de l'homme et du citoyen de Tizi-Ouzou a abrité deux jours durant, les 21 et 22 février derniers, le 3<sup>e</sup> séminaire de formation en droits de l'homme sur la thématique du syndicalisme en Algérie et dans le monde.**

Organisé en partenariat avec l'ambassade du Canada en Algérie représentée par M. Bediaf Abderrahmane, le séminaire qui a regroupé soixante participants s'est proposé comme objectif, selon M. Ait-Yahia Mohand Ouali, coordinateur de la Maison des droits de l'homme et du citoyen de Tizi-Ouzou, de redonner une considération au combat syndical chez les jeunes Algériens peu au fait de la chose syndicale et qui ont des a priori sur les syndicats et le syndicalisme en Algérie dont ils ont fait un constat peu flatteur.

Trois conférences-débats portant sur les grandes tendances mondiales du syndicalisme, la naissance de l'UGTA et les syndicats autonomes ont été données respectivement par M. Amrani Ahmed, About Arezki et Sadali Mohamed-Salem ayant respectivement pour thèmes le mouvement syndical algérien, la naissance du syndicalisme dans le monde et en Algérie et le syndicalisme autonome en Algérie.

Après une introduction sur l'aperçu historique, la première communication présentée par M. Amrani Ahmed a traité des conditions particulières d'émergence du mouvement syndical en

Algérie, son développement et son évolution après l'indépendance.

Œuvre de M. About Arezki, la seconde communication a cerné le sujet de l'antériorité du mouvement syndical sur le mouvement ouvrier, la reconnaissance des syndicats puis le combat idéologique et le renforcement des structures syndicales (syndicalisme réformiste, syndicalisme révolutionnaire et socialisme politique) et l'organisation internationale du travail.

Les grandes tendances historiques du syndicalisme mondial, le syndicalisme algérien, la création de l'UGTA, les syndicats autonomes et plan pour la mise à mort des syndicats autonomes ont été les

thèmes abordés par la conférence de M. Sadali Mohamed-Salem.

Dans ce contexte, l'initiative qui intervient dans une phase cruciale de la lutte syndicale en Algérie vient quelque peu rappeler tout le fossé qui nous sépare des nations où le soutien de la lutte pour l'amélioration de la situation sociale économique et professionnelle des travailleurs et pour la réalisation de leurs revendications ainsi que la promotion de l'action syndicale est indissociable de la formation en droits de l'homme, d'où la nécessité d'en préserver les instruments de protection et d'en connaître les principaux mécanismes.

S. Hammoud

## Course-poursuite dans la ville de Boghni

**Judi soir, vers 21h30, à Boghni, une quarantaine de kilomètres au sud de Tizi-Ouzou, selon des sources locales, des policiers en faction à un poste de contrôle à l'entrée de la ville étaient contraints à une course-poursuite pour neutraliser deux hommes à bord d'un véhicule de type Toyota-Hilux, qui avaient refusé d'observer la rituelle halte au niveau du barrage fixe. La traque qui s'en est suivie et qui a obligé les policiers à faire usage de leurs armes s'est terminée sans incident majeur, mais cela n'a pas empêché de faire croire à une nouvelle incursion terroriste dans cette ville qui a souvent été ciblée par les terroristes, à l'instar de nombreuses autres localités du sud de Tizi-Ouzou.**

**En fin de compte, selon les mêmes sources, il s'est avéré que le Toyota-Hilux avait été volé et les deux hommes appréhendés faisaient probablement partie d'un réseau spécialisé dans le vol de véhicules.**

A. M.

## DRAË-EL-MIZAN

## Blocage de l'APC, l'alliance des trois partis s'explique

**Le blocage de l'APC de Draâ-El-Mizan continue d'alimenter toutes les spéculations chez la population locale. Les deux parties en conflit s'accusent mutuellement d'être derrière cette inextricable situation.**

Après le FFS, c'est au tour de l'alliance des trois partis (FLN, RCD, PT) d'informer la population dans une conférence-débat organisée avant-hier à la salle Le Maghreb de Draâ-El-Mizan. Avant tout, pour commencer, M. Belhout, élu FLN, a tenu à dire : «Nous sommes étrangers à ce blocage, nous sommes venus travailler pour l'intérêt de la commune de Draâ-El-Mizan dans une gestion collégiale et transparente pour son développement, c'est pourquoi toutes les tentatives du FFS de trouver l'oiseau rare parmi nous étaient vaines. Pour nous, la majorité absolue, ce sont les onze élus qui travailleront côte à côte et la main dans la main sans aucune entrave».

M. Derradji, élu FLN, a, quant à lui, relaté tout ce qui s'est passé depuis les élections du 29 novembre.

Il a dit à cet effet : «Nous regrettons ce qui s'est passé au lendemain des élections lors d'un rassemblement sur la place publique de la ville, le parti ayant obtenu la majorité relative, le FFS en l'occurrence, avait dénoncé une coalition entre les trois partis alors qu'elle n'avait pas encore vu le jour, c'était un pur mensonge. Nous voudrions informer la population que ce parti a obtenu 4 sièges plus un certain nombre de voix qui lui ont permis de récolter le cinquième strapontin et non 5 plus des voix.» Et d'enchainer : «Nous, les élus des trois partis, avons signé un protocole d'accord pour les cinq années à venir dans le but d'amener notre commune à atteindre ses objectifs. Nous avons, par ailleurs, accepté toutes les démarches faites par le FFS pour trouver un consensus, entre autres la création d'une commission de sages par la société civile lors d'une réunion de travail ayant regroupé les présidents des associations des quartiers et villages, sans que nous, les élus, soyons invités. A la surprise générale, l'ordre du jour a été modifié pour laisser place à la situation de l'APC de Draâ-El-Mizan, les présents qui

devaient refuser auraient accepté uniquement pour tenter de contribuer à trouver un compromis qui fera sortir leur commune de l'impasse. De notre côté, nous avons compris que le P/APC voulait à travers cette réunion donner de fausses informations nous concernant aux citoyens de Draâ-El-Mizan. La commission créée n'a malheureusement pas pu arriver à solutionner le problème après avoir réuni les deux parties en conflit séparément puis simultanément. Enfin, il y a une semaine jour pour jour, nous devions nous rencontrer tous (élus, ndr) avec la commission mais pour des raisons qu'on ignore, les élus du FFS ne se sont pas présentés, et c'est là que les membres de cette commission auraient mis fin à leur mission.»

«Notre adversaire a tout fait pour casser cette alliance en nous contactant quotidiennement et séparément, partis ou élus, et même des députés et des cadres de nos partis respectifs n'ont pas été épargnés par ces sollicitations. Nous avons réitéré notre proposition que nous avons revue à la baisse, ceci pour l'intérêt de notre commune, nous avons quand même

six sièges sur les onze et nous jouons que nous sommes plus représentatifs», dira M. Derradji.

De son côté, M. Ouriachi, élu RCD, s'est montré étonné par le fait que dans d'autres municipalités où des situations plus compliquées ont été résolues par le même parti alors qu'à Draâ-El-Mizan, c'est toujours le statu quo.

«Il n'y a pas mieux qu'une gestion collégiale au sein d'une APC et nous nous tenons toujours prêts et disposés à trouver un consensus», dit-il.

Dans le débat qui s'en est suivi, les intervenants ont, dans leur majorité, interpellé les onze élus à trouver un compromis avant que ce ne soit trop tard.

D'après une source bien informée, dans le cas des APC bloquées, ce sont les P/APC qui continueront à gérer les affaires courantes de la commune et toutes les délibérations se feront au niveau de la daïra et ça sera le cas de l'APC de Draâ-El-Mizan s'il n'y aura pas de nouveau. Nous y reviendrons.

Slimane S.

## USINE ENASUCRE

## DE GUELMA

## Appel à une grève générale de 20 jours

La section syndicale de l'UGTA, représentant les travailleurs de l'usine Enasucré de Guelma, a décidé d'entamer une grève générale de 20 jours à partir d'aujourd'hui. La section syndicale a tenu jeudi dernier au siège de l'union de wilaya de l'UGTA son vote de grève de 20 jours en présence de 218 travailleurs. Cet arrêt de travail pourrait être reconduit à la mi-mars. Selon le représentant du syndicat, cette action est justifiée par l'épuisement de toutes les méthodes de dialogue et de négociations engagées avec le nouveau propriétaire de l'usine.

«Les salaires et les primes de risque doivent être révisés, le départ volontaire, la retraite et le statut particulier ne sont toujours pas au point», plaident les grévistes. «L'échec des négociations avec le propriétaire nous pousse à observer 20 jours de grève générale reconductible», ont affirmé des syndicalistes que nous avons rencontrés. «Le recours au débrayage demeure l'unique moyen pour faire aboutir nos revendications», diront ces travailleurs qui cherchent, à travers leur action, à sensibiliser les pouvoirs publics sur la relation de travail devenue insupportable pour le propriétaire. «Il faut qu'il arrête sa hogra, ses insultes répétées contre les travailleurs qui ont besoin d'une attention particulière des autorités locales» précisent ces délégués des protestataires. Le mouvement de grève s'est accentué avec l'absence du propriétaire de l'usine de Enasucré ; ce dernier reste injoignable malgré nos nombreuses tentatives.

B. A.

## TAMDIKT

## Des députés du RCD s'inquiètent de l'état pitoyable du village

Une délégation du Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD), composée de deux députés à savoir MM. Boudarène et Boudiaf, d'un membre de l'APW de Tizi-Ouzou M. Ziat et des responsables locaux à leur tête le président d'APC, M. Fahem et deux autres élus, MM. Nekkache et Mansouri, a été jeudi dernier, l'hôte de la population de la cité coloniale de TamdiKT dont les habitants évoluent, faut-il le souligner, dans des conditions inhumaines, que nous avons relataées dans notre édition du 21.11.2007.

Un sénateur du même parti allait même faire partie de ce beau monde mais cela n'a pas été possible pour des raisons inconnues, a-t-on appris d'un membre de la délégation. Cette visite entre dans le cadre des engagements électoraux du maire qui avait promis à ces 150 familles de porter leurs doléances au plus haut niveau afin de trouver une issue à la reconstruction de ce village qui bute sur des obstacles se rapportant aux expropriétaires des terrains, où le colonisateur français a érigé ce camp à la fin des années cinquante, qui sollicitent le dédommagement. Un de ces derniers, présent ce jour-là, a émis sa requête aux deux députés qui ont écouté également les récits des citoyens inspirant la compassion, tout en sillonnant le village. «Nous sommes là pour soutenir le président d'APC et essayer de délier le nœud du problème relatif à la propriété des terrains. Rien ne justifie le fait de maintenir ces familles dans cette situation dramatique.

Les moyens technologiques actuels nous permettent d'avancer vers le dénouement», a déclaré M. Boudiaf répondant à une question d'un villageois qui voulait s'enquérir de la manière avec laquelle les députés du RCD pourraient les aider. Il y a lieu de signaler tout de même le scepticisme des villageois qui, par le passé, ont eu vainement les visites de nombreux officiels à l'exemple de deux walis devenus ministres, MM. Benmansour et Hamimid. «Nous sommes toujours des laissés-pour-compte, car si on voulait vraiment soulager notre calvaire, l'indemnisation que réclament les expropriétaires paraît loin de représenter une entrave» s'indignent ces citoyens désappointés.

A. S. Wahmed